



Au 30 avril 2018, la population du site s'élève à **24.678** réfugiés centrafricains. **57%** de la population a moins de 18 ans et les femmes/filles représentent **53%** de la population totale du site.

Les besoins prioritaires du site de Gado portent sur le suivi des enfants au secondaire, la réponse pour les adolescents non scolarisés entre 14-17 ans, la promotion des programmes d'autonomisation des réfugiés, la redynamisation de la promotion de l'hygiène et de l'assainissement, la nécessité d'octroi de terres cultivables fertiles et d'espaces de pâturage pour les réfugiés agriculteurs et éleveurs et les abris.

Informations générales

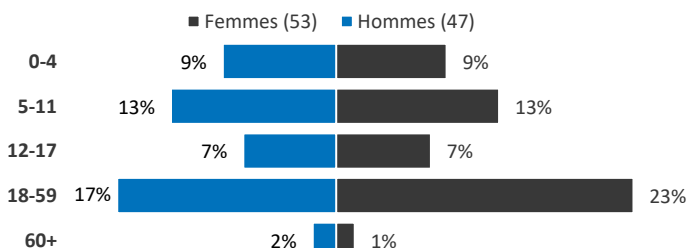
Population totale	24.678
Nombre de ménages	7.872 Taille moyenne des ménages* : 3
Préfecture d'origine	Nana-Mambéré (35%), Ombella-Mpoko (31%), Ouham-Pendé (10%), Bangui (6%), Ouham (6%), Lobaye (5%), Mambere Kadei (4%), Autres (3%)
Principales religions	Musulmans (98,8%), Chrétiens (0,8%) Autres (0,4%)
Principales ethnies	Peulh (92,9%), Haoussa (2,6%), Autres (4,5%)
Niveaux d'études	Adultes : 50,4% sans éducation, 37,4 éducation Informel (52% de femmes et 48% d'hommes); 0.80% ont fait des études universitaires
Compétences	Adultes : 18% de la population est faite de femmes au foyer, 5% de producteurs de bétail, 19% de travailleurs manuels et vendeurs, 4% de commerçants, 4% de fermiers, 50% de personnes sans qualifications
Personnes avec des besoins spécifiques	4.304 personnes ont des besoins spéciaux, soit 18% de la population totale.
Date d'ouverture du camp	01 Mars 2014
Superficie	55 hectares
Nombre de Secteurs	11
Localisation	Région: Est, Département: Lom-et-Djerem
Distance de la frontière	75 Kms
Nombre total d'acteurs	12
Nombre de Postes de police	00
Coordonnées GPS	Latitude: N 5°45'15.9114" Longitude: E 14°26'0.6"



Principaux Challenges

- Protection** : Lenteur administrative dans la procédure d'établissement des actes de naissance pour les enfants nés sur le site.
Prévenir la fraude à l'enregistrement; Enregistrer les demandeurs d'asile qui s'installent spontanément sur le site; Mettre à jour la base de données; Maintenir le caractère civil et humanitaire du site. Problématique de suivi juridique des cas de VBG; Prise en charge des personnes à besoins spécifiques.
- Education**: Faible capacité d'accueil des établissements scolaires existants, déficit/ insuffisance d'enseignants, pesanteurs culturelles défavorables à l'éducation en général et à celle de la jeune fille en particulier, mobilité des réfugiés, source des déperditions et abandons scolaires; insuffisance des frais pour paiement des fournitures scolaires; question de paiement des APE; absences d'acte de naissance pour les examens officiels.
- Santé** : Accès insuffisant aux soins de santé de qualité pour les réfugiés et les populations d'accueil.
- Nutrition**: Arrêt de prise en charge des malnutris aigus modérées (MAM) en raison de la nouvelle stratégie du PAM
- WASH** : Améliorer le niveau des indicateurs d'accès aux installations sanitaires et le suivi de la qualité de l'eau potable. Renforcer la maintenance et sécuriser les installations WASH. Renforcer les capacités d'autogestion et d'appropriation des services WASH par la communauté réfugiée.
- Abris** : Faible niveau d'autonomisation des réfugiés pour participer efficacement à la stratégie d'auto-construction des abris. Mauvaise occupation de l'espace aménagé et forte promiscuité.
- Moyens de subsistance**: Insuffisance budgétaire. Difficulté d'accès aux terres arables, Insuffisance des microfinances et difficulté d'accès aux crédits par les réfugiés du fait de leur mobilité et de la non reconnaissance de leur documents.

Répartition de la population (genres et tranches d'âges)



**La population réfugiée du camp de Gado est une communauté de polygames. Conformément aux principes de Protection et des 05 engagements du Haut-Commissaire, toutes les femmes réfugiées vivant dans un mariage polygame sont enregistrées seules avec leurs enfants afin de renforcer leur protection. L'homme quant lui est enregistré seul avec un lien avec ses épouses en vue de préserver le principe de l'unité familiale. Ce qui explique le nombre élevé de ménages de taille 1 constitués d'hommes.*

Suivi des indicateurs

Secteurs	Indicateurs	Unités	Standard	Valeur actuelle	Observations	Sources
Protection	% de réfugiés couverts par le monitoring de protection	%	100%	100%		UNHCR
	% des personnes avec des besoins spécifiques identifiées et recevant une assistance	%	100%	80%	Les PBS identifiés sont accompagnés sur le plan psychosocial. L'accès aux services est favorisé à travers le mécanisme de référencement en place qui continu d'etre renforcé.	CRS, IMC, UNHCR
	% d'enfants de moins de 12 mois à qui les autorités ont délivré un certificat de naissance	%	100%	90%	Des efforts continus de sensibilisation de la communauté et de renforcement de l'Etat civil sont en cours.	IMC, UNHCR
	% d'enfants non accompagnés identifiés et référés dans les familles d'accueil	%	100%	80%	Le mécanisme d'identification, de référence et de prise en charge est en place et continue d'etre renforcé.	IMC, CICR, CRS, UNHCR
WASH	# de personnes par latrines		20>	40	Insuffisance et vétusté des superstructures des latrines	PUI, SI, UNHCR, UNICEF
	# de personnes par douches		20>	49	Insuffisance des douches	
	# de personnes par point d'eau		400-500	330	Non-atteinte des standards, notamment en Assainissement et avec la baisse saisonnière des débits d'eau en periode seche.	
	Litres d'eau / Personnel / Jour	Litres	> 20 L	16.1		
	# de réfugiés par promoteur d'hygiene		500 pour 1	475		
Abri et NFI	% de réfugiés ayant accès à un abri décent	%	100%	55%	besoins encore importants de mutation des abris d'urgence en abris semi-durables.	ADES, UNHCR
	% de réfugiés ayant reçu une assistance en NFI	%	100%	.0%	Aucune distribution effectuée au mois d'avril 2018	UNHCR/FICRCRC
Sécurité Alimentaire	Distribution de crédits pour l'achats de vivres (CBT)	Kcal	>= 2,100	1575	04/04 transfert monetaire réalisé au profit des bénéficiaires, depuis le début de l'année. Le panier alimentaire a couvert les besoins de 75% de la ration mensuelle normale. Ceci en attente du démarrage effectif du ciblage.	PLAN-CAMEROUN, PAM, UNHCR,
Santé	Taux de mortalité	/10,000/jr	< 0,75	0.4	Continuer dans la sensibilisation communautaire pour les consultations à temps, ceci pourrait maintenir l'indicateur à la baisse	AHA, UNHCR
	Taux de mortalité chez les moins de 5 ans	/10,000/jr	< 1,5	0.9		
Moyens de subsistance	% de personnes prises en charge (18-59 ans) ayant leur propre affaire ou travaillant comme indépendants depuis plus de 12 mois	%	95%	12 0.9	La majorité des réfugiés sont agro-pasteurs, mais la plupart d'entre eux n'ont pas facile d'accès aux terres et/ou aux pâturages aux environs du site. Les opportunités pour l'auto emploi et les capitaux pour le démarrage des AGR sont insuffisants.	UNHCR, LWF, SI
Nutrition	Taux de malnutrition globale (GAM)	%	< 10%	9.1%	Des sensibilisations sont faites en communauté et plus accentués dans le domaine nutritionnel sur la consommation du régime alimentaire complet grâce aux produits locaux disponible, ceci pourrait ramener l'indicateur à la baisse. Néanmoins un apport en vivre sera bénéfique pour eux ceci pourrait les aider au renforcement de leur système	AHA, UNHCR
	Taux de malnutrition severe (SAM)	%	< 2%	0.9%		
Education	% des enfants en âge scolaire inscrits à l'école primaire	%	100%	80%	Les enfants réfugiés sont inscrits dans les ETAPES et dans les écoles primaires publiques de Gado.	CRS, PLAN Cameroun, UNICEF
	% des enfants en âge scolaire inscrits à l'école secondaire	%	100%	5%	Moins de 10% d'enfants réfugiés avaient commencé l'école primaire avant leur arrivée au cameroun.	

Legende

- Standard atteint
- Standard pas atteint
- Valeur critique

Les données contenues dans cette matrice sont les plus récentes disponibles au moment de la production du présent document.
Elles proviennent des différentes sources mentionnées dans la matrice.

Principaux défis, gaps et réponses par secteurs

Défis et gaps	Réponses
WASH <ul style="list-style-type: none"> Espace limitée pour le développement des installation sanitaires dans le site et gestion quotidienne de la salubrité et drainage du site . Bien que les stratégies WASH à long terme existent, le manque de ressources matérielles, humaines rendent difficile leur mise en œuvre effective. Les standards dans l'assainissement ne sont pas atteints. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement du système d'approvisionnement en eau, La maintenance des forages et appropriation par la communauté réfugiée, Le renforcement de la mobilisation communautaire pour l'auto-construction et pour la promotion de l'hygiène, Renforcement des capacités des structures communautaires WASH et transfert des compétences.
EDUCATION <ul style="list-style-type: none"> Faible capacité d'accueil des établissements scolaires existants, Déficit/insuffisance d'enseignants, Pesanteurs culturelles défavorables à l'éducation en général et à celle de la jeune fille en particulier, La mobilité des réfugiés est source des déperditions et d'abandons scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Construction de 02 blocs de 02 salles de classe équipés à l'Ecole publique de Gado assortie de bureau Directeur et de magasin. Construction de 04 salles de classe à l'école publique de Gado. Réhabilitation de 06 salles de classe à l'école publique de Gado Fourniture de tables-bancs à l'école publique de Gado. 3.203 élèves dont 1331 filles et 1872 garçons fréquentent les ETAPES et sont encadrés par 20 enseignants dont 19 titulaires et 01 auxiliaire. Système de suivi de l'éducation en collaboration avec les responsables des ETAPES et de l'EPP Gado de façon hebdomadaire et trimestrielle. Une plateforme d'échange mensuelle a été mise en place par le MINEDUB pour débattre des questions liés à l'éducation.. Sensibilisations menées sur l'importance de l'éducation et surtout celle de la jeune fille.
PROTECTION <ul style="list-style-type: none"> Lenteurs administratives dans la procédure d'établissement des actes de naissance en faveur des enfants nés sur le site. Absence d'un centre d'état civil secondaire à Gado-Badzéré, ce qui entraine l'engorgement de celui de Garoua-Boulai Non respect par certains réfugiés du caractère civil et humanitaire du site, ce qui se traduit par l'interpellation de certains criminels sur le site et la découverte d'armes à feu Insuffisance/éloignement des structures spécialisées de prise en charge des personnes à besoins spécifiques des lieux d'installation des réfugiés. Risque accru de double enregistrement et de fraude, ignorance des anciens réfugiés sur la date de validité de leurs documents d'identification. Pesanteurs culturelles défavorables à la réponse judiciaire efficace face aux cas de violences basées sur le genre. Eloignement des juridictions territorialement compétentes et des unités de police judiciaires opérationnelles. Anciens réfugiés et camerounais installés dans les villages tentent de se faire enregistrer sur le site comme nouveaux réfugiés au détriment des réfugiés récemment installés sur le site. Installations spontanées des demandeurs d'asile en provenance soit d'autres sites soit de la Centrafrique sans documents ils n'ont pas accès à l'assistance et font face parfois aux tracasseries policières. L'équipe de la protection en charge du pré-enregistrement et de la mise à jour de la base de données est sollicitée au delà de ses capacités car devant intervenir sur plusieurs axes 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation aux acteurs intervenant dans le processus d'établissement des actes de naissance. Discussions en cours avec les autorités afin que le BUNEC mette à disposition des registres d'acte de naissance . Plaidoyer en vue de rendre fonctionnel un centre d'état civil secondaire à Gado Badzéré Sensibilisation sur le caractère humanitaire et civil du site et sensibilisation des réfugiés sur leurs devoirs vis-à-vis du pays d'asile le Cameroun Sensibilisations aux réfugiées sur leurs droits et devoirs Un screening/pré-enregistrement systématique et continu. 80% des réfugiés ayant des besoins spécifiques, y compris les personnes handicapées ont été intégrés dans le service national d'action sociale MINAS et les capacités du centre social de Garoua Boulai (dont dépend Gado) renforcée, Des sensibilisations sont faites auprès de la communauté des leaders en vue d'une prise de conscience des droits des femmes par la communauté dans son ensemble Des plaidoyers sont faites auprès des autorités afin qu'une unité de police judiciaire soit opérationnelle pour le site. Mise en place d'un mécanisme d'identification des demandeurs d'asile non enregistrés résidant effectivement sur le site; Sensibilisation de la communauté sur la nécessité de dénoncer les fraudeurs. Enregistrement des nouveaux venus selon le calendrier préalablement établi L'enregistrement continu permet dans la mesure du possible de mettre à jour la base de données Recours aux agents d'enregistrement pour le pré-enregistrement
SANTE <ul style="list-style-type: none"> Accès insuffisant aux soins de santé de qualité pour les réfugiés et les populations d'accueil 	<ul style="list-style-type: none"> Appui aux autorités sanitaires de Garoua-Boulai et Bertoua. Renforcement des mécanismes de référence médicales entre le site et les structures médicales de références
NUTRITION <ul style="list-style-type: none"> Rupture des intrants nutritionnels dans les structures de prise en charge de la malnutrition Arrêt de prise en charge des malnutris aigues modérées (MAM) en raison de la nouvelle stratégie du PAM Absence de supplémentation nutritionnelle (BFSP) chez les femmes allaitantes et des femmes enceintes Mise en œuvre timide des activités d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) 	<ul style="list-style-type: none"> Prise en charge intégrée de la Malnutrition Aigue de tous les enfants de moins de 5 ans Supplémentation nutritionnelle (BFSP) de tous les enfants de moins de 5 ans, femmes allaitantes et des femmes enceintes Renforcement des activités d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) Renforcement de la surveillance nutritionnelle
MOYENS DE SUBSISTANCE <ul style="list-style-type: none"> Insuffisance d'accès à la terre et aux pâturages, Oisiveté des jeunes dû a l'insuffisance d'accès à la formation professionnelle, Faible capacité de mener les activités génératrices de revenus dû au manque de capitaux, mouvements limités et conflit agro-pastoraux Dégradation des ressources naturelles et de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> Plaidoyer auprès des autorités pour l' acquisition des terres. Facilitation dans les négociation individuelles réfugiés – propriétaires terres Formation des jeunes en petits métiers a travers les centres de formation et les artisans locaux et distribution des kits d'installation. Appui aux groupements AGR; mise en place des espaces fourragères Mise en place des comités mixtes pour la protection de l'environnement
SECURITE ALIMENTAIRE <ul style="list-style-type: none"> Assurer la prise en charge alimentaire de tous les réfugiés enrôlés et a enrôler du site de Gado a travers le « Cash Base Transfert » Atteindre le standard de 2100kcal, de la ration alimentaire au profit des réfugiés durant toute l' année Développement et diversification des programmes d'autonomisation 	<ul style="list-style-type: none"> Mobilisation des fonds dans le cadre des approvisionnements en vivres par le PAM Promouvoir les programmes d'autonomisation en prenant en compte toutes les composantes valides des réfugiés pour leur permettre de sortir de l'assistance et de se prendre en charge
ABRIS/NFI <ul style="list-style-type: none"> Approvisionnement insuffisante en des NFIs et distribution irrégulière, notamment des kits hygiéniques pour les femmes en âge de procréer Insuffisance, Vétusté et inconfort des logements d'urgence Faible autonomie financière des réfugiés pour participer à l'auto-construction des abris en matériaux locaux semi-durables 	<ul style="list-style-type: none"> Accélération du processus d'achats des NFIs et de leur distribution. Renforcement de la mobilisation communautaire pour l'auto-construction des logements; assistance technique et suivi régulier des activités menées par la communauté pour les constructions d'abris.

Qui Fait Quoi ?

Nombre total d'acteurs : 15

Ministères / Structures gouvernementales : **01 (Administrateur de site)**

Organisations du système des Nations Unies : **03**

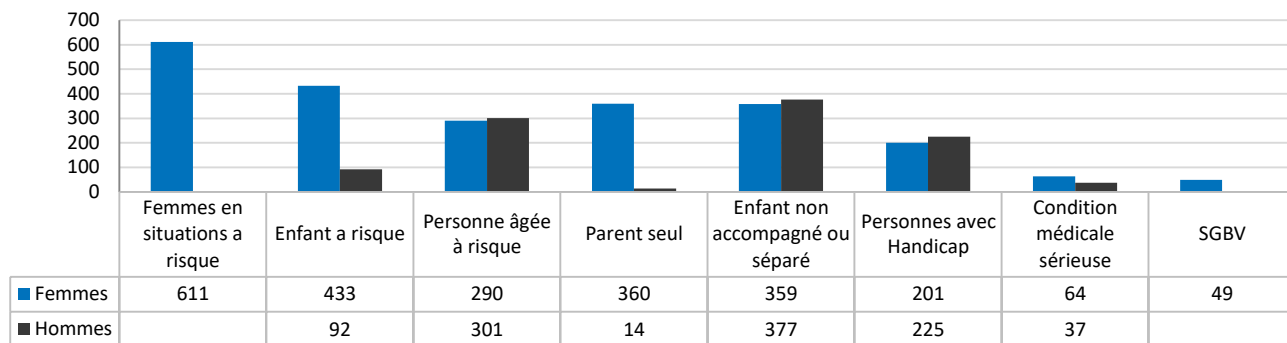
ONG internationales : **10**

ONG locales : **01**

Répartition des acteurs par secteur

Protection	Sécurité Alimentaire	Eau , Hygiène et Assainissement	Santé	Nutrition	Education	Abris et Non Vivres	CCCM	Livelihoods
CICR PLAN IMC CRS UNHCR UNICEF	PLAN PAM UNHCR FICR/CRC	PUI SI UNHCR UNICEF	AHA UNHCR	AHA UNHCR	CRS PLAN UNHCR UNICEF	ADES FICR CRC CRS PAM UNHCR	UNHCR PUI	UNHCR LWF SI

Personnes à besoins spécifiques



Mobilisation communautaire

Pour leur meilleure implication dans la gestion du camp les réfugiés sont regroupés dans divers comités à savoir:

- Comité Central des Réfugiés,
- Comité de Vigilance (60 réfugiés),
- Comité Wash
- Comité abris / environnement,
- comité parents
- Comité des Femmes,

- Comité de protection de l'enfance,
- Comité SGBV et PBS,
- Comité de Santé/Nutrition
- Comité de Distribution et livelihood,
- Comité des Jeunes
- Comité mixte du site et la chefferie du village pour la gestion des conflits (03 représentants de chaque secteur), un pourcentage représentatif de 40% femmes.

Infrastructures existantes

Libellés	Quantités	Observations
Machines Hydraform	01	
Espace de cohésion des femmes	01	
Ecole maternelle	00	
Ecole primaire	02	
Ecole secondaire	00	
Espace Ami Enfants	03	
Nombre de forages	30	En plus des 30 forages, le site compte 03 sources aménagées avec 04 aires de puisage et de lessives et 01 adduction d'eau gravitaire avec 08 bornes fontaines de 48 robinets.
Nombre d'entrepôts mobiles	00	
Nombre de miradors	00	
Nombre de centre de distributions	01	
Poste de Santé	01	
Maternité	01	
Lampes solaires	08	Tous en pannes
Poste de Police	00	